

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE
Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'ÉDITO :

Chers lecteurs,

Dans cette édition de mai 2025 de L'Echo des Sanctions, nous revenons sur les **mesures prises en avril**, couvrant non seulement les secteurs de **l'énergie**, de la **défense**, des **technologies critiques** et des **réseaux financiers illicites**, mais aussi d'autres domaines. Nous accompagnons ces informations de schémas et de tableaux pour en faciliter la compréhension.

- Les États-Unis ont sanctionné des **entités liées au nucléaire iranien**, un **réseau pétrolier clandestin**, ainsi que des **navires ravitaillant les Houthis** après l'expiration de leur licence. D'autres cibles incluent un chef de cartel, un **réseau d'acquisition de drones iraniens**, et la **banque IBY**, utilisée pour contourner le système SWIFT.
- La **Chine** a répliqué en **sanctionnant plusieurs responsables américains**, pendant que la Suisse s'alignait sur l'UE contre les médias russes, et que les Pays-Bas saisissaient du bois russe passé par des fournisseurs chinois.
- Des enquêtes américaines ont été lancées sur les **chaînes d'approvisionnement critiques** (camions, minéraux), tandis que Singapour et le Luxembourg renforcent leur surveillance financière et sur les exportations.
- Côté justice, un ex-analyste militaire américain a été condamné pour **espionnage au profit de la Chine**, et un binational pakistano-canadien arrêté pour **exportation illégale de technologies sensibles**.
- Enfin, l'OFAC a publié un **guide sur les pratiques maritimes de contournement iranien**, et sanctionné Shandong Shengxing pour son rôle dans la vente de pétrole iranien.

Nous vous remercions pour votre fidélité à L'Echo des Sanctions.



COLINE FORTUNA  & **ADRIEN TOUZET** 

Rédacteurs de cette veille pour le **Club Droit de l'AEGE**.

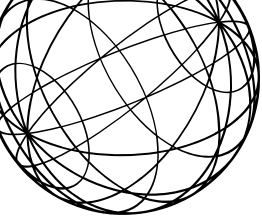
Étudiants à l'École de Guerre Économique en MBA SIJ (Stratégie et Intelligence Juridique) & MBA RSIC (Risques Sureté Internationale et Cybersécurité).



L'OFAC sanctionne des navires livrant du pétrole aux Houthis - 28/04/2025

- Le Trésor américain, via l'OFAC, a sanctionné trois navires (Tulip BZ, Maisan et White Whale) et leurs propriétaires pour avoir livré du pétrole raffiné aux Houthis après l'expiration de la licence GL 25A le 4 avril 2025.
- Ces livraisons ont permis au groupe, soutenu par l'Iran et classé comme organisation terroriste, de financer ses attaques contre la navigation commerciale en mer Rouge. Les ports contrôlés par les Houthis (Hudaydah, Ras Isa, Al-Salif) servent à générer des revenus illicites via la vente de carburant sur le marché noir, aggravant la crise humanitaire au Yémen.
- Les sociétés Zaas Shipping, Bagsak Shipping Inc. et Great Success Shipping sont désormais visées par les sanctions américaines en vertu du décret exécutif 13224.

[Lien vers l'article de l'OFAC.](#)



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Réseau irano-chinois sanctionné pour l'approvisionnement en composants de missiles balistiques - 29/04/2025

- Le Département du Trésor des États-Unis a sanctionné six entreprises et six individus basés en Iran et en Chine pour leur implication dans un réseau qui fournit à l'Iran des ingrédients chimiques servant à fabriquer du propergol pour missiles balistiques. Ces substances incluent notamment le perchlorate de sodium et le dioctyle sébacate, tous deux utilisés dans les moteurs à propergol solide.
- Ce réseau agit pour le compte des Gardiens de la révolution islamique (IRGC) iraniens.

Parmi les entités sanctionnées figurent :

- Saman Tejarat Barman (STB), une société iranienne ayant acheté ces produits.
- Mohammad Asgari, un coordinateur iranien des livraisons.
- Shenzhen Amor Logistics, une entreprise logistique chinoise ayant facilité les expéditions.
- Dongying Weiaien Chemical, un fournisseur chinois de produits chimiques.
- Plusieurs membres de la direction de STB (la famille Zargar et d'autres).
- Un réseau d'autres sociétés chinoises liées à la chaîne logistique : Yanling Chuanxing Chemical Plant, China Chlorate Tech (CCT) et Yanling Lingfeng Chlorate.

Ces mesures s'inscrivent dans la stratégie américaine visant à entraver le programme balistique iranien, en vertu du décret présidentiel E.O. 13382, qui vise les proliférateurs d'armes de destruction massive.

[Lien vers l'article du Trésor américain.](#)

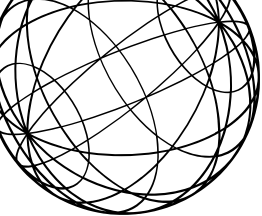


Nucléaire iranien : l'UE rétablira les sanctions si aucun accord n'est trouvé - 28/04/2025

- Lors d'une réunion exceptionnelle du Conseil de sécurité de l'ONU, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a tiré la sonnette d'alarme sur le risque de prolifération nucléaire, affirmant qu'il n'a « jamais été aussi élevé ». Il a pointé en particulier l'Iran, désormais proche de se doter de l'arme nucléaire selon les derniers rapports de l'AIEA, avec un stock d'uranium enrichi bien supérieur aux limites fixées par l'accord de 2015.
- Le ministre a insisté sur l'importance du Traité de non-prolifération (TNP) et a dénoncé l'attitude de la Russie, qui soutient la Corée du Nord malgré ses violations massives du TNP.
- Le ministre a réaffirmé que seule une solution diplomatique était envisageable concernant l'Iran, mais a prévenu que l'UE n'hésiterait pas à rétablir les sanctions levées il y a 10 ans si aucun accord n'était conclu. Il a également salué le rôle de l'AIEA et son directeur Rafael Grossi, tout en exprimant le soutien de la France aux discussions bilatérales en cours entre les États-Unis et l'Iran, qu'il espère concluantes avant l'expiration du JCPOA cet été.

[Lien vers l'article.](#)

[Lien vers la déclaration du Ministre.](#)



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



USA, enquête sur les importations de camions lourds pour raisons de sécurité nationale - 23/04/2025

- Le Département du Commerce examine si les importations de camions moyens ou lourds et de pièces détachées affaiblissent l'industrie américaine du transport, jugée essentielle pour la sécurité nationale et économique.
- Cette enquête, menée sous l'administration Trump, vise à identifier d'éventuelles menaces extérieures et vulnérabilités dans la chaîne d'approvisionnement. Les parties intéressées peuvent soumettre leurs observations jusqu'au 16 mai 2025.

[Lien vers l'article du BIS.](#)



USA, enquête sur les minéraux critiques et leur impact sur la sécurité nationale - 23/04/2025

- Le Département du Commerce lance une évaluation de la dépendance américaine aux minéraux critiques transformés, importants tant pour l'industrie civile que militaire, alors que la Chine domine aujourd'hui le traitement de 30 des 44 minéraux stratégiques.
- L'enquête vise à analyser les risques liés aux sources étrangères d'approvisionnement et à renforcer les capacités nationales de transformation. Les contributions publiques sont ouvertes jusqu'au 16 mai 2025.

[Lien vers l'article du BIS.](#)



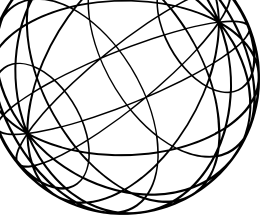
Un ancien analyste du renseignement de l'armée américaine condamné pour avoir vendu des informations sensibles à un individu lié au gouvernement chinois - 23/04/2025

- Korbein Schultz, a été condamné à 7 ans de prison pour avoir transmis entre 2022 et 2024 une série de documents militaires classifiés, dont des informations relatives à des systèmes de défense américains, à un étranger résidant en Chine en échange d'environ 42 000 \$.

Ces documents comprenaient :

- 1.Des ordres opérationnels concernant l'unité de Schultz avant son déploiement en Europe de l'Est dans le cadre des opérations de l'OTAN ;
- 2.Des leçons tirées du conflit Ukraine/Russie, particulièrement pertinentes pour la défense de Taïwan ;
- 3.Des manuels techniques pour les hélicoptères HH-60, les chasseurs F-22A et les systèmes de missiles balistiques intercontinentaux ;
- 4.Des informations sur les tactiques militaires chinoises et la force des missiles de l'Armée Populaire de Libération (PLA) ;
- 5.Des détails sur les exercices militaires américains en Corée du Sud et aux Philippines ;
- 6.Des documents concernant des satellites militaires américains et des systèmes de défense antimissile, tels que le HIMARS et le THAAD ;
- 7.Des tactiques de contre-ingérence contre les systèmes aériens sans pilote dans les opérations militaires à grande échelle.

[Lien vers l'article du DOJ.](#)



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Saisies de bois russe aux Pays-Bas - 22 /04/2025

- Les autorités néerlandaises ont saisi du bois en provenance de Russie, notamment du contreplaqué de bouleau, lors de perquisitions menées dans le cadre d'une enquête sur des violations des sanctions européennes.
- Deux personnes ont été arrêtées pour importation illégale de bois russe, contournant les interdictions via des fournisseurs chinois.

[Lien vers l'article.](#)



La Suisse s'aligne avec l'UE et sanctionne 8 médias russes - 22 /04/2025

- La Suisse a annoncé qu'elle rejoint l'Union européenne pour sanctionner huit médias d'État russes accusés de propagande. Cette décision s'inscrit dans le 16^e paquet de sanctions de l'UE, qui cible aussi les banques russes, les importations d'aluminium et la flotte pétrolière clandestine de Moscou.
- Les sanctions suisses sont entrées en vigueur le 23 avril 2025 marquant un nouvel écart avec la traditionnelle neutralité suisse. Malgré son refus d'envoyer des armes à Kyiv, la Suisse continue de soutenir l'Ukraine par une aide économique et humanitaire.

[Lien vers l'article.](#)



La Chine sanctionne des membres du Congrès américain, des responsables et des dirigeants d'ONG - 21 /04/2025

- Conformément à la Loi anti-sanctions étrangères de la République populaire de Chine, le gouvernement chinois a annoncé des sanctions à l'encontre de plusieurs membres du Congrès américain, responsables gouvernementaux et dirigeants d'ONG.
- Ces mesures sont une réponse directe aux sanctions imposées le mois dernier par les États-Unis à [six responsables chinois et hongkongais](#). Pékin accuse les personnes visées d'avoir adopté un comportement "scandaleux" concernant les affaires liées à Hong Kong, selon le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Guo Jiakun.

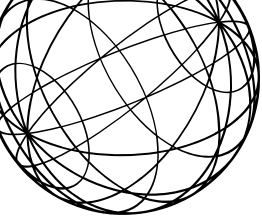
[Lien vers l'article Reteurs.](#)



Zelensky signe des sanctions contre 59 individus et 60 entités - 18 /04/2025

- Le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy a signé des décrets imposant des sanctions contre 59 personnes et 60 entités. Ces mesures concernent des individus, dont des personnalités russes comme Nikolai Tsiskaridze et Oskar Kuchera, ainsi que des entreprises basées en Russie et en Chine.
- La décision fait suite à celle du Conseil de sécurité nationale et de défense de l'Ukraine (NSDC) du 18 avril 2025. Ces sanctions visent principalement des propagandistes du Kremlin et des fabricants de missiles Iskander.

[Lien vers l'article.](#)

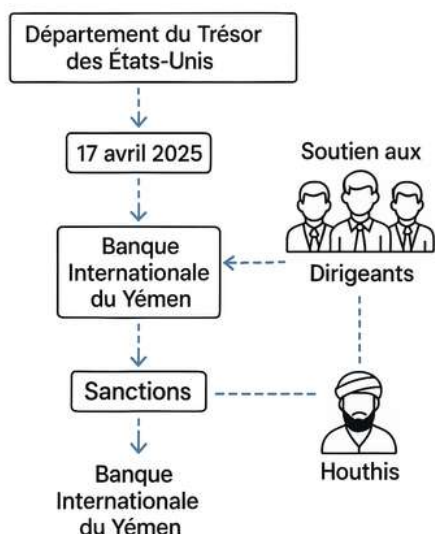


MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'International Bank of Yemen Y.S.C. (IBY) sanctionnée par l'OFAC - 17/04/2025

- Objectif : Interdire totalement l'accès aux Houtis au secteur bancaire du Yémen.
- Principaux dirigeants sanctionnés (Kamal Hussain Al Jebry, Ahmed Thabit Noman Al-Absi et Abdulkader Ali Bazara).
- Conséquences de l'utilisation du système bancaire Yémen par les Houtis : perturbations du transport maritime international et mort de civils
- Problème : la IBY est contrôlée par les Houtis, eux-mêmes soutenus par l'Iran, ce qui leur permet d'accéder au réseau SWIFT.

[Lien vers l'article de l'OFAC.](#)



Le Comité spécial de la Chambre des représentants des États-Unis sur le Parti communiste chinois enquête sur Nvidia - 16 /04/2025

- L'enquête vise à vérifier si des semi-conducteurs Nvidia ont été illégalement utilisés par la société chinoise DeepSeek, liée à l'armée chinoise.
- Elle intervient dans le contexte des mesures américaines pour limiter l'accès de la Chine aux technologies avancées.
- Washington cherche à contrôler les exportations et à protéger son avance en intelligence artificielle.

[Lien vers les conclusions sur comité.](#)

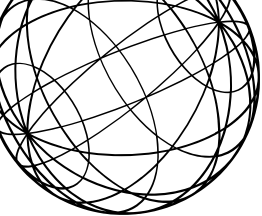


Publication d'un guide de l'OFAC pour les acteurs du transport maritime - 16/04/2025

- L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) publie ce guide destiné principalement aux acteurs du secteur maritime pour les aider à identifier et prévenir les cas de contournement des sanctions internationales, en particulier celles liées à l'Iran. Ce guide arrive à un moment où les méthodes utilisées pour contourner les sanctions, telles que la manipulation des données de localisation des navires et la falsification de documents, deviennent de plus en plus sophistiquées.
- Les acteurs du secteur maritime, notamment les courtiers, assureurs, gestionnaires de navires et autorités portuaires, sont régulièrement confrontés à des risques liés au contournement des sanctions. L'OFAC recommande une approche basée sur le risque pour renforcer la conformité aux sanctions.
- Ce guide offre des recommandations pour aider à détecter les pratiques suspectes, telles que la vérification rigoureuse de l'origine des cargaisons et la surveillance des transferts de navires. Il met également l'accent sur la nécessité de renforcer les contrôles sur les structures de propriété des navires.

Les détails de ce document sont présentés ci-dessous.

[Lien vers le guide de l'OFAC.](#)



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Guide à l'attention des acteurs du transport maritime et des entreprises de transport maritime pour détecter et atténuer les cas de contournement des sanctions pétrolières iraniennes - 16/04/2025

1. Techniques de contournement utilisées par l'Iran 🇮🇷

A. Flotte fantôme (Shadow Fleet)

L'Iran utilise une flotte fantôme de navires pour transporter du pétrole en toute discrétion, en utilisant des navires plus anciens et mal entretenus, souvent en dehors des réglementations maritimes internationales.

Problèmes liés :

- Ces navires sont souvent mal équipés et opèrent dans des conditions dangereuses, créant des risques de sécurité ⚠️ et des risques de sanctions.
- Ils manipulent fréquemment les données de localisation via les systèmes AIS, rendant difficile le suivi de leur trajectoire et de leur port d'attache.

B. Transferts de navire à navire (STS, ship to shore)

Les transferts de pétrole d'un navire à un autre (STS) sont effectués pour masquer l'origine du pétrole iranien.

Caractéristiques :

- Les transferts STS sont souvent réalisés en mer, souvent à l'écart des eaux territoriales, et peuvent impliquer plusieurs navires (de trois à cinq) dans une même expédition pour créer une confusion sur l'origine du pétrole.
- Ces opérations sont souvent effectuées la nuit, dans des zones de risque ou proches de juridictions sanctionnées.

C. Falsification de documents de cargaison et de navire 📄

Documents concernés :

- Bills of lading, certificats d'origine, factures, listes de colisage, preuve d'assurance, et les derniers ports d'escale.
- Manipulation des documents pour masquer les liens avec l'Iran et ses activités.

D. Manipulation des données de localisation et identification des navires

Tactiques courantes :

- Désactivation des transpondeurs AIS ou manipulation des données pour signaler un autre numéro IMO (International Maritime Organization) ou MMSI (Maritime Mobile Service Identity).

E. Structure complexe de propriété et de gestion des navires

L'Iran utilise des sociétés-écrans et des véhicules spéciaux (SPV) dans des juridictions à faible transparence pour masquer l'implication de l'Iran dans les transactions de navires.

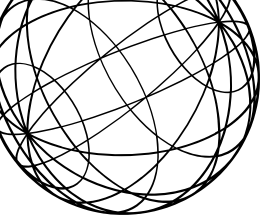
Juridictions fréquemment utilisées :

- Panama 🇵🇦, les îles Cook 🇫🇮, les Seychelles 🇸🇪, Hong Kong 🇮🇳, et d'autres juridictions à faible réglementation.

2. Pays et Juridictions Concernés 🌐

- Oman 🇴🇲, Émirats Arabes Unis 🇦🇪, et Irak 🇮🇷 : Ces pays sont souvent utilisés pour falsifier les certificats d'origine et faciliter les opérations STS.
- Malaisie 🇲🇾, Singapour 🇸🇬 : Ces régions sont connues pour être des points de transit où les navires évitent le suivi et où des STS sont fréquents.
- Chine 🇨🇳 : Principale destination pour le GPL (gaz de pétrole liquéfié), la Chine reçoit une grande partie des exportations de pétrole iranien sous couvert de méthodes de contournement sophistiquées.

[Lien vers le guide de l'OFAC.](#)



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Guide à l'attention des acteurs du transport maritime et des entreprises de transport maritime pour détecter et atténuer les cas de contournement des sanctions pétrolières iraniennes - 16/04/2025

3. Actions de sanctions et montants Impliqués 💰

Sanctions récentes :

En février 2025, le Département du Trésor des États-Unis a sanctionné plus de 30 entités et individus, notamment des courtiers en pétrole des Émirats Arabes Unis 🇦🇪 et de Hong Kong 🇭🇰, des opérateurs de navires en Inde 🇮🇳, Chine 🇨🇳 et Seychelles 🇸🇪, ainsi que des navires immatriculés au Panama 🇵🇦 et aux îles Cook 🇰🇲.

En 2024, l'OFAC a imposé des sanctions à 86 personnes et entités dans plus de 25 pays, incluant l'identification de 85 tankers impliqués dans la vente de millions de barils de pétrole iranien.

Montants en jeu :

Le montant total des ventes de pétrole brut et de produits raffinés par l'Iran atteint des milliards de dollars par an, avec environ **1,6 million de barils de pétrole brut exportés chaque jour**, représentant une part substantielle du financement du régime iranien.

Chaque navire transportant du pétrole iranien peut être impliqué dans des transactions de plusieurs centaines de millions de dollars.

4. Mesures de conformité et actions recommandées 📋

Les acteurs du secteur maritime doivent mettre en œuvre des mesures de conformité rigoureuses pour éviter de se retrouver impliqués dans des affaires de violations des sanctions.

Voici quelques recommandations :

- Vérification de l'origine des cargaisons 🔍

Il est essentiel de mener une **vérification approfondie de l'origine des cargaisons**, en particulier lorsque des comportements suspects sont observés, comme des navires manipulant les données de localisation.

Tests de composition : Prendre des échantillons des cargaisons pour identifier des signatures chimiques spécifiques aux champs pétrolifères iraniens.

- Contrôle des assurances 📄

Il faut s'assurer que les navires transportant des produits pétroliers iraniens ne sont pas couverts par des assureurs sanctionnés ou par des assureurs non fiables.

Exemple de sanction : En juillet 2024, l'OFAC a sanctionné la compagnie d'assurance Ascent General Insurance pour avoir assuré des navires liés à des activités de contournement des sanctions iraniennes.

- Analyse des documents d'expédition 📄

Les documents d'expédition doivent être vérifiés pour tout signe de falsification, en particulier pour les certificats d'origine ou les documents relatifs aux transferts STS.

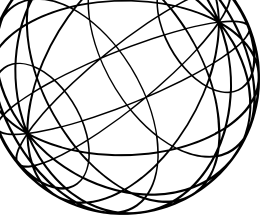
- Mise en place de contrôles contractuels 📝

Les entreprises devraient inclure dans leurs contrats des clauses de sortie en cas d'implication dans des activités sanctionnables, notamment celles liées aux manipulations des données de localisation ou à l'utilisation de pratiques de contournement.

Conclusion

Les techniques utilisées par l'Iran pour contourner les sanctions internationales sont complexes et nécessitent des efforts concertés de la part de l'industrie maritime pour les identifier et les prévenir. Les sanctions américaines ont un impact direct sur les acteurs du secteur maritime, qui doivent rester vigilants et mettre en œuvre des mesures strictes de conformité pour éviter des sanctions potentielles et des poursuites légales.

[Lien vers le guide de l'OFAC.](#)



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

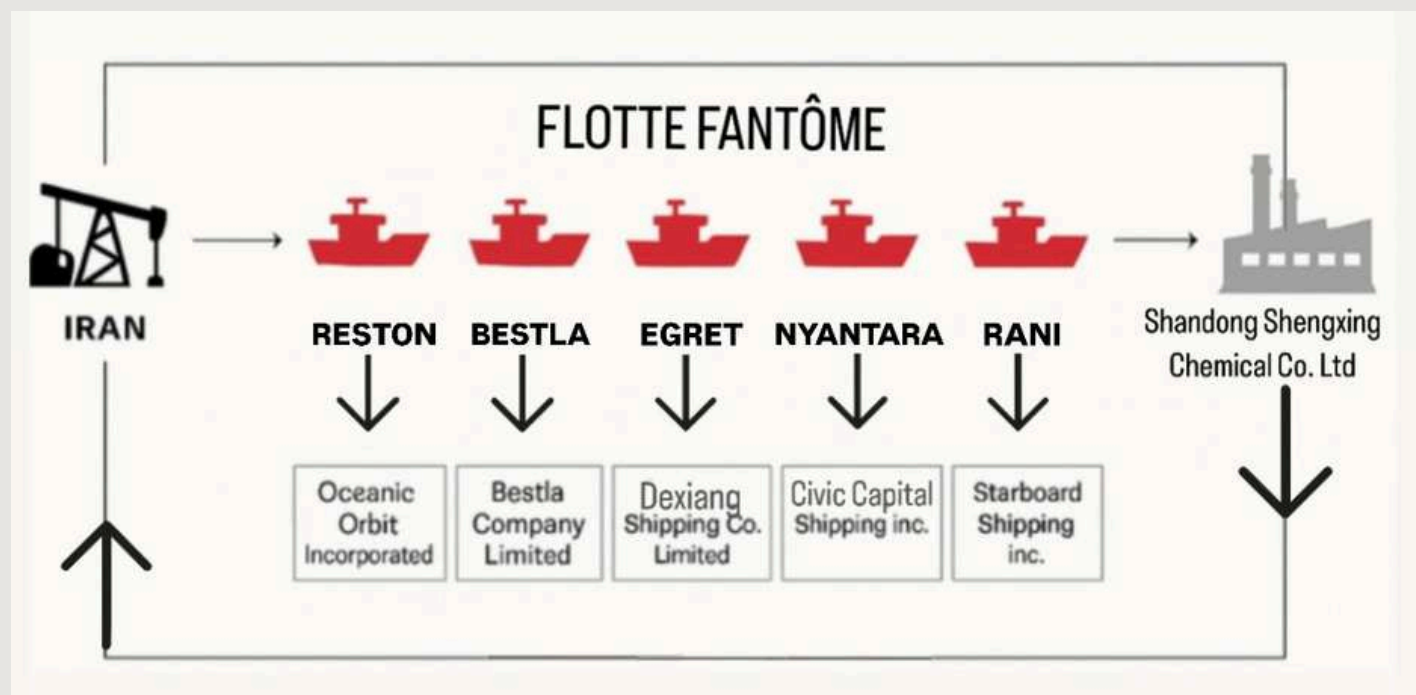
Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

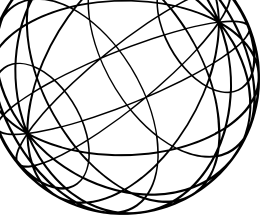
Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

La société Shandong Shengxing Chemical Co. Ltd identifiée pour faciliter la vente de pétrole iranien via la flotte fantôme - 16/04/2025

- Raffinerie indépendante chinoise qui permet à l'Iran de vendre son pétrole.
- Via la flotte fantôme et certains navires déjà sanctionnés, des cargaisons de pétrole brut iranien d'une valeur de plus d'un milliard de dollars sont expédiées auprès d'une société écran du Corps des Gardiens de la Révolution islamique.
- Des sanctions supplémentaires ont été imposées à plusieurs sociétés et navires chargés de faciliter les expéditions de pétrole iranien vers la Chine dans le cadre de la « flotte fantôme » de l'Iran.
- Shandong Shengxing a été désignée conformément au décret 13902 pour ses activités dans le secteur pétrolier de l'économie iranienne (c'est une société écran qui a contribué à la vente de pétrole iranien à la Chine).
- L'OFAC identifie Oceanic Orbit Incorporated, Pro Mission SDN BHD, Bestla Company Limited, Dexiang Shipping Co. Limited, Civic Capital Shipping Inc. et Starboard Shipping Inc. conformément à l'E.O. 13902 pour avoir opéré dans le secteur pétrolier de l'économie iranienne.
- L'OFAC identifie RESTON, BESTLA, EGRET, NYANTARA et RANI comme ayant transporté des milliards de dollars de pétrole iranien, notamment vers des raffineries basées en Chine, générant des revenus pour le régime iranien et ses intermédiaires.

[Lien vers l'article de l'OFAC.](#)





MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Sanctions contre 4 dirigeants du cartel de drogue mexicain, La Nueva Familia Michoacana - 15/04/2025

- Le Trésor américain a sanctionné quatre membres du cartel mexicain LNFN, classé organisation terroriste, dont ses deux chefs notoires.
- Ils sont accusés de trafic de fentanyl, de violences armées et de blanchiment d'argent transfrontalier.

[Lien vers l'article de l'OFAC.](#)



Sanctions conjointes contre les réseaux financiers d'Al-Shabaab en Somalie - 14/04/2025

- Le Centre de ciblage du financement du terrorisme (TFTP), composé des États-Unis et de six pays du Golfe, a annoncé des sanctions contre 15 individus liés à Al-Shabaab.
- Ces personnes, actives dans plusieurs régions de Somalie, sont accusées de financement d'Al-Shabaab, d'extorsion, de fabrication d'explosifs et d'enlèvements. Cette action conjointe vise à priver Al-Shabaab d'accès aux réseaux financiers régionaux et internationaux. Elle marque la huitième série de sanctions coordonnées par le TFTP depuis sa création.

[Lien vers l'article de l'OFAC.](#)



Le Conseil de l'UE sanctionne 7 Iraniens et 2 entités pour graves violations des droits humains - 14/04/2025

- L'Union européenne a sanctionné 7 personnes, dont Hedayatollah Farzadi (directeur de la prison d'Evin) et Mehdi Nemati (chef du renseignement pénitentiaire du Fars), ainsi que 2 entités : la prison centrale de Shiraz et la Première chambre du tribunal révolutionnaire de Shiraz.
- Au total, 232 individus et 44 entités sont désormais visés par les mesures restrictives de l'UE.

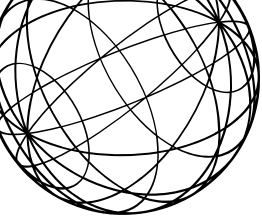
[Lien vers l'article du conseil de l'UE.](#)



L'Estonie intercepte un pétrolier sanctionné en route vers la Russie - 11/04/2025

- Le 11 avril, la marine estonienne a intercepté le pétrolier Kiwala en mer Baltique, près de Tallinn, en raison de l'absence de pavillon valide. Le navire, lié à la flotte « fantôme » russe, figure sur la liste des sanctions de l'UE depuis février 2025.

[Lien vers l'article de Reuters.](#)

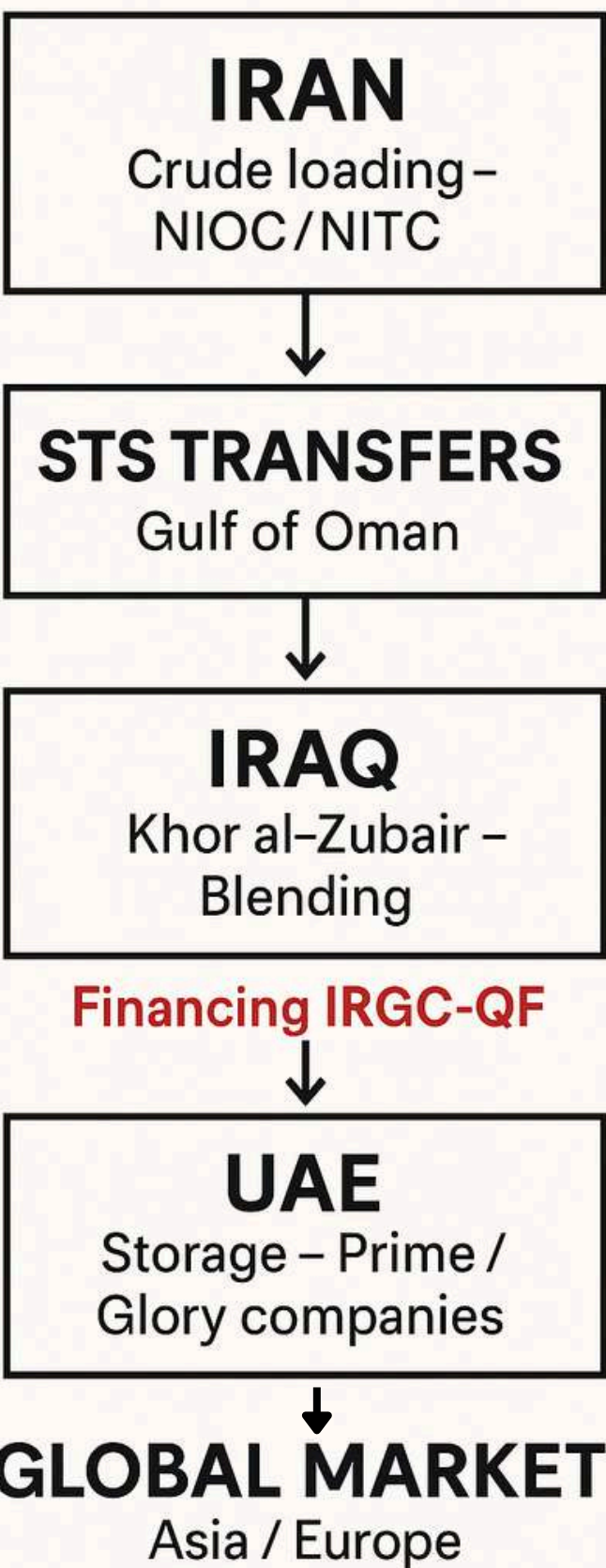


MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Jugwinder Singh Brar, ressortissant indien basé aux Émirats arabes unis sanctionné - 10/04/2025

- Brar contrôle une flotte d'environ 30 navires impliqués dans le transport de pétrole iranien via des méthodes clandestines comme les transferts de cargaison en mer (STS), la manipulation des systèmes de géolocalisation maritime (AIS), le blanchiment d'origine du pétrole, et la falsification de documents. Ces cargaisons finissent sur le marché mondial, en contournant les sanctions imposées à l'Iran.
- Les ventes de pétrole illégalement exporté soutiennent financièrement des entités iraniennes sanctionnées comme le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (IRGC) et ses branches militaires.

Les techniques de dissimulation employées

a) Mélange du pétrole (blending)

- Le pétrole iranien est mélangé avec du pétrole brut provenant d'autres états, notamment irakien ou russe, afin de rendre impossible son identification chimique (traceurs isotopiques).
- Ce mélange se fait soit en mer (via STS), soit dans des dépôts portuaires intermédiaires.

b) Manipulation de l'AIS (Automatic Identification System)

- Les navires désactivent volontairement leur balise AIS, ce qui masque leurs itinéraires exacts. Cela empêche les observateurs maritimes de suivre les transferts de cargaisons en mer.
- Certains utilisent aussi des AIS "spoofés" (faux signaux), qui simulent une trajectoire fictive ou un port de chargement différent (ex. : Oman au lieu d'Iran).

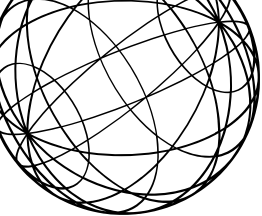
c) Transbordement en mer (STS – Ship-to-Ship Transfers)

- En dehors des eaux territoriales, souvent près du Golfe d'Oman ou dans la mer d'Arabie, des navires iraniens transfèrent leur cargaison à des tankers tiers qui eux, se rendent ensuite dans des ports plus discrets.
- Ces tankers « nettoyés » reprennent alors leur route avec des documents falsifiés indiquant une origine légitime du brut.

d) Falsification documentaire

- Les documents de bord (bills of lading, certificats d'origine, factures douanières) sont manipulés pour indiquer des pays tiers comme Oman, Irak ou Russie.
- Les sociétés impliquées, souvent enregistrées aux Émirats ou en Inde, créent une chaîne de paperasserie opaque pour compliquer les vérifications.

[Lien vers l'article de l'OFAC.](#)



MAI 2025

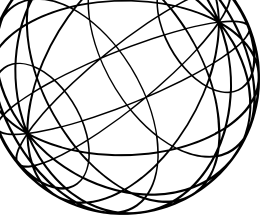
L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Comment Brar et son réseau contournent les sanctions sur le pétrole iranien





MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Le Trésor américain impose des sanctions à ceux qui soutiennent le programme nucléaire iranien - 09/04/2025

- L'OFAC a désigné cinq entités et une personne basées en Iran pour leur soutien à des entités clefs supervisant le programme nucléaire iranien dont :
 - L'Organisation iranienne de l'énergie atomique (AEOI).
 - Technology Company (TESA).
- Les entités ciblées par l'OFAC ont été rajoutées à la liste de sanction "Counter Narcotics, Non-Prolifération, and Iran-related Designations".

[Lien vers l'article de l'OFAC.](#)



Les États-Unis sanctionnent un chef du Cartel mexicain Beltran Leyva Organization - 09/04/2025

- Les États-Unis ont sanctionné Jesus Alfredo Beltran Guzman, chef du cartel BLO, pour trafic de fentanyl, cocaïne, héroïne et violence extrême. Cette action fait suite à une saisie historique de fentanyl au Mexique en décembre 2024. L'objectif est de perturber les réseaux criminels responsables de la crise des opioïdes.

[Lien vers l'article du Trésor américain.](#)



Les Pays-Bas renforcent les contrôles sur les exportations vers Israël - 07/04/2025

- Le gouvernement néerlandais a annoncé avoir renforcé les contrôles sur les exportations de biens militaires et à usage dual destinés à Israël.
- À partir de maintenant, toutes les exportations directes et le transit de ces biens seront soumis à des vérifications afin de garantir leur conformité aux réglementations européennes.
- Les licences d'exportation générales ne couvriront plus ces envois. Cette décision a été prise en raison de la situation sécuritaire en Israël et dans les territoires palestiniens.

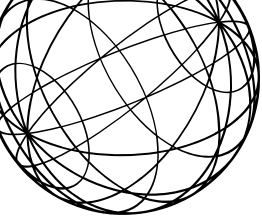
[Lien vers l'article Reteurs.](#)



La Commission européenne précise l'état actuel des sanctions contre la Syrie - 07/04/2025

- Après la chute du régime Assad, l'UE a suspendu plusieurs sanctions pour soutenir la transition politique, la reprise économique et la reconstruction du pays.
- Les nouvelles FAQ publiées par la Commission européenne précisent quelles mesures sont levées et dans quelles conditions les entreprises européennes peuvent notamment reprendre certaines activités financières en Syrie.
- Toutefois, la vigilance reste de mise : les sanctions liées au régime Assad, aux armes chimiques et au trafic de drogue demeurent en vigueur et peuvent être réactivées à tout moment.

[Lien vers les FAQs.](#)



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



La Chine ajoute des entités américaines à la liste de contrôle des exportations et à la liste des entités non fiables - 04/04/2025

- Le ministère chinois a ajouté 16 entités américaines à sa liste de contrôle des exportations.
- High Point Aerotechnologies, Universal Logistics Holdings, Inc., Source Intelligence, Inc., Coalition pour une Amérique prospère, Sierra Nevada Corporation, Edge Autonomy Operations LLC, Cyberlux Corporation, Hudson Technologies Co, Saronic Technologies, Inc., Oceaneering International, Inc, Stick Rudder Enterprises LLC, Cubic Corporation, S3 AeroDefense, TCOM, société en commandite, TextOre, et ACT1 Fédéral

[Lien vers l'article du ministère du commerce chinois.](#)



Déclaration du Luxembourg sur l'amende et les manquements d'Allianz en matière de conformité - 04/04/2025

- L'autorité de régulation des services financiers du Luxembourg (CSSF) a publié une déclaration de la décision administrative sur les manquements d'Allianz Global Investors.
- Une amende de 283 000€ a été imposée pour non respect aux obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

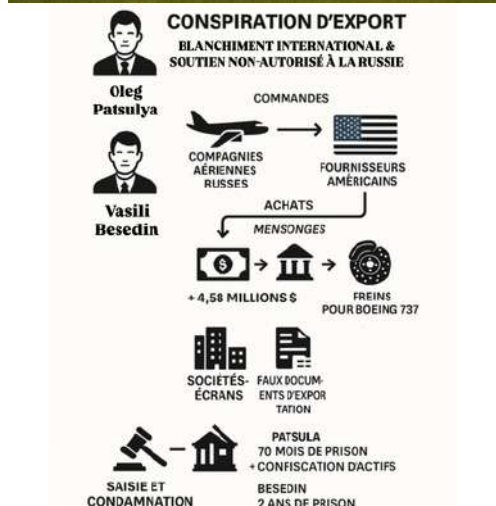
[Lien vers le document de la CSSF.](#)



Contrôles à l'exportation sur les semi-conducteurs avancés et les technologies d'intelligence artificielle : Avertissement important pour les entreprises - 04/04/2025

- Le gouvernement de Singapour met en garde contre les violations des contrôles à l'exportation des semi-conducteurs et des technologies liées à l'IA, régis par la loi sur les biens stratégiques.
- Des actions fermes seront prises contre toute tentative d'évasion de ces contrôles, et il est fortement recommandé aux entreprises de mettre en place des programmes internes robustes de conformité, incluant des pratiques de "Know Your Customer" (KYC) et des vérifications des utilisateurs finaux.

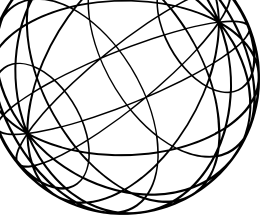
[Lien vers le communiqué du Ministère du commerce, de l'industrie et des douanes de Singapour.](#)



Deux russes condamnés pour exportation illégale de pièces d'avion vers la Russie - 02/04/2025

- Entre 2022 et 2023, ils ont acquis illégalement des composants contrôlés, comme des freins pour Boeing 737, en les achetant à des fournisseurs américains, puis en les envoyant en Russie via des circuits financiers complexes impliquant des sociétés écrans et des comptes offshore, notamment en Turquie.
- Plus de 4,58 millions de dollars ont transité par les comptes bancaires américains de MIC P&I LLC, l'entreprise de Patsulya, depuis des banques turques, elles-mêmes financées par des compagnies russes pour l'achat de pièces aéronautiques à destination illégale

[Lien vers l'article de l'US Department of Justice.](#)



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Un binational pakistano-canadien arrêté pour un vaste contournement des lois américaines sur les exportations - 02/04/2025

- Mohammad Jawaid Aziz, alias Jay Siddiqui, a été arrêté pour avoir dirigé pendant des années un réseau clandestin visant à exporter illégalement des technologies américaines sensibles vers des entités liées aux programmes militaires et nucléaires du Pakistan.
- Les récentes accusations détaillent un schéma sophistiqué de dissimulation d'utilisateurs finaux et d'expéditions via des pays tiers.

[Lien vers l'article du BIS.](#)



La Tchéquie sanctionne deux agents d'influence liés aux services secrets russes et biélorusse - 02/04/2025

- Le gouvernement tchèque a ajouté deux individus à sa liste nationale de sanctions : la Biélorusse Natalia Sudliankova, collaboratrice du GRU russe, et son supérieur, le Russe Alexey Shavrov. Sudliankova aurait mené des opérations d'influence en Tchéquie, financées en cryptomonnaies, pour le compte du GRU et d'organisations liées au Kremlin.
- Les deux individus sont interdits d'entrée sur le territoire tchèque, leurs avoirs gelés, et leurs noms seront proposés à l'UE pour une inclusion dans la liste des sanctions européennes.

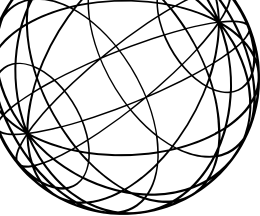
[Lien vers l'article du ministère des affaires étrangère tchèque.](#)



Le Trésor américain sanctionne le réseau Houthi qui se procure des armes et des biens de première nécessité auprès de la Russie - 02/04/2025

- Le Trésor a pris des mesures à l'encontre d'un groupe Houthi travaillant avec Sa'id al-Jamal haut responsable de l'organisation et soutenu par le Corps des gardiens de la révolution islamique iranienne.
- Ce réseau s'est procuré auprès de la Russie de l'armement et des biens comme des céréales ukrainiennes. De plus, l'OFAC a identifié huit portefeuilles d'actifs numériques utilisés pour leurs activités.
- Les activités menées sont identifiées par l'OFAC comme le déploiement de missiles, de drones et de mines navales en mer rouge.
- Dans cette décision de l'OFAC plusieurs personnes et entités ont été mises sous liste de sanctions. Ainsi, les avoirs et biens aux États-Unis sont gelés et des sanctions s'appliqueront aux personnes faisant du commerce avec les personnes mentionnées dans cette décision.

[Lien vers l'article du Trésor américain.](#)



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

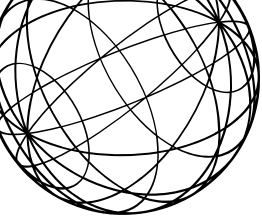
Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Le département du Trésor et de la Justice prennent des mesures contre le réseau iranien d'acquisition d'armes - 01/04/2025

- Les départements américains du Trésor et de la Justice ont annoncé des sanctions conjointes contre un réseau international impliqué dans l'**acquisition illicite de composants pour drones militaires iraniens**, notamment le Mohajer-6.
- Ce réseau comprenait des entités basées en Iran, en Chine et aux Émirats arabes unis. Les sanctions visent **six entités et deux individus** (Hossein Akbari, 63 ans, et Reza Amidi, 62 ans, tous deux Iraniens) accusés de fournir des composants pour véhicules aériens sans pilote (UAV) au **programme de drones iranien**. Cette action s'inscrit dans la campagne de "**pression maximale**" de l'administration Trump pour contrer la prolifération des UAV et des missiles par l'Iran.
- Le réseau s'articule autour de **Rah Roshd**, qui agit comme intermédiaire pour l'acquisition de composants destinés à la fabrication de drones iraniens. Les composants sont achetés auprès de fournisseurs chinois et américains, transitent par des sociétés écrans basées aux Émirats arabes unis, avant d'être livrés en Iran.
- Actuellement, les accusés sont en liberté mais les biens et avoirs de toutes les personnes et entités mentionnées ont été gelés et saisis. Les transactions ou autres interactions commerciales et financières pourront être considérées comme une violation des sanctions de l'OFAC.

[Lien vers l'article du Trésor américain.](#)

Pays	Entité/Individu	Rôle	Statut/Sanction
 Iran	Qods Aviation Industries (QAI)	Fabricant des drones *Mohajer-6*, lié à l'IRGC	Sanctionné depuis 2013 en vertu du décret 13382
	Rah Roshd International Trade Exchanges Development	Société écran pour QAI	Sanctionnée en 2025
	Reza Amidi	Employé chez QAI et Rah Roshd	Sanctionné depuis 2013
	Hossein Akbari	Directeur de Rah Roshd	Inculpé par le DOJ (2025)
	Iran Aircraft Manufacturing Industrial Company (HESA)	Fabrique des drones, ainsi que des avions militaires et civils	Sanctionné depuis 2023
	Shahid Bakeri Industrial Group (SBIG)	Développement du programme iranien de missiles balistiques à combustible solide	Désigné depuis 2005 sous l'Executive Order 13382
 EAU	Infracom FZE	Logistique : transport de Chine vers Iran	Sanctionnée en 2025
	Diamond Castle Electronics & Future Trends	Intermédiaire financier	Sanctionnée en 2025
	Phenomena Trading	Société écran (blanchiment)	Sanctionnée en 2025
 Chine	Zibo Shenbo Machineelectronics	Fabricant de moteurs UAV. A autorisé Rah Roshd à être son distributeur en Iran et a fourni à Rah Roshd des dizaines de milliers de moteurs pour l'utilisateur final SBIG	Sanctionnée en 2025



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Les États-Unis intensifient leur guerre commerciale — l'Europe et la Chine directement visées

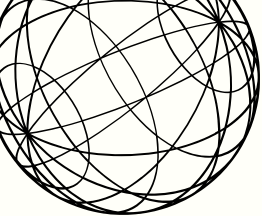


- Depuis janvier 2025, l'administration Trump a lancé une série de mesures protectionnistes pour défendre l'économie américaine. Des **droits de douane de 25 % ont été appliqués sur l'acier**, l'aluminium (10 février) puis sur les pièces automobiles (26 mars), avant l'introduction d'un principe de réciprocité douanière le 2 avril. Ce dernier prévoit de taxer les importations au même niveau que les taxes subies par les produits américains à l'étranger. Depuis le 9 avril, les droits de douane pour l'UE sont fixés à 20 %, mais une suspension partielle jusqu'au 9 juillet les réduit temporairement à 10 %.
- Ces droits de douane sont imposés en fonction des pays exportateurs.
- Certains secteurs comme les **semi-conducteurs**, le **cuivre** et le **bois** sont exclus du régime réciproque, car encore à l'étude. La liste de ces produits est donnée par le gouvernement américain.
- La Chine, quant à elle, est confrontée à 145 % de droits de douane sur ses exportations vers les États-Unis. Bien que Pékin ait officiellement dénoncé ces mesures, elle adopte une réponse discrète : elle a créé une liste confidentielle de produits américains exonérés de ses propres tarifs (125 %), notamment dans les pharmaceutiques, les semi-conducteurs et l'éthane, afin de soutenir ses industries critiques.
- Le 29 avril 2025, à l'occasion d'une déclaration à la presse depuis la Maison Blanche, le président Donald Trump a affirmé que les négociations tarifaires avec l'Inde « progressaient très bien » et qu'il pensait qu'un accord pourrait être conclu prochainement. « Je pense que nous aurons un accord avec l'Inde », a-t-il déclaré.
- Le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a lui aussi évoqué un possible rapprochement avec l'Inde, qualifiant ce partenaire de « prêt pour la négociation », en raison de sa structure tarifaire déjà bien définie. Bessent a également signalé des discussions « substantielles » avec le Japon, ainsi que des avancées avec la Corée du Sud.



Orientations générales du Conseil européen, de la Commission européenne et du Parlement européen

- La carte des sanctions de l'union européenne
- Lignes directrices du Conseil européen en matière de sanctions
- Mesures restrictives de l'Union européenne au regard de l'invasion de l'Ukraine par la Russie
- Bonnes pratiques de l'UE pour une mise en œuvre efficace des mesures restrictives
- FAQ consolidé (11 décembre 2024) de la commission européenne sur l'application des réglementations (EU) 833/2014 et 269/2014 (EN)
- Commission européenne "Questions fréquemment posées : mesures restrictives, dernière mise à jour 2022
- Devoir de diligence des entreprises de l'UE face au risque de travail forcé dans le cadre de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Vue d'ensemble des sanctions internationales contre la Russie

En cliquant sur les numéros de règlements, vous êtes automatiquement redirigés vers ces derniers. [🔗](#)

Sanctions des Nations Unies

- **Aucune sanction de l'ONU contre la Russie** : La Russie, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, dispose d'un droit de veto sur les sanctions de l'ONU.

Sanctions de l'Union Européenne

- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées imposées suite à l'annexion de la Crimée et à la non-application des accords de Minsk.
- **Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022** : Élargissement des sanctions et interdictions d'import/export sur une gamme de biens. [24 février 2025](#) : timeline des sanctions adoptées depuis l'invasion.
- **Réglementations actuelles de l'UE** :
 - a. [\(UE\) N° 833/2014](#) - Sanctions sectorielles.
 - b. [\(UE\) N° 269/2014](#) - Sanctions ciblées.
 - c. [\(UE\) N° 692/2014](#) - Sanctions Crimée & Sébastopol.
 - d. [\(UE\) N° 821/2021](#) - Refonte du règlement européen pour les biens à double usage.
 - e. [\(UE\) 2022/263](#) - Sanctions sur d'autres territoires ukrainiens spécifiés.

Sanctions du Royaume-Uni

Régulations 2024 (Sanctions) (EU Exit) : Gel d'avoirs, interdictions de voyage, et sanctions sectorielles.

Cibles : Individus et entités impliqués dans la déstabilisation de l'Ukraine ou soutenant le gouvernement russe.

Sanctions des États-Unis

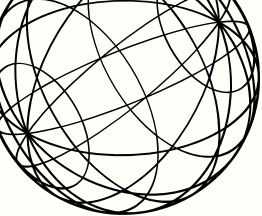
- **Depuis 2012** : Interdictions de voyage contre des officiels russes (Magnitsky).
- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées élargies depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.
- **Régimes de sanctions OFAC** :
 - a. **Sanctions liées à l'Ukraine/Russie** : Plusieurs ordonnances exécutives imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.
 - b. **Sanctions pour activités étrangères nuisibles de la Russie** : Ciblant les individus et entités russes impliqués dans diverses activités malveillantes, y compris les secteurs de la technologie et de la défense.

Sanctions des autres pays

Pologne et République Tchèque : Ces pays ont mis en place des sanctions autonomes en plus des sanctions de l'UE contre la Russie. En avril 2022, la Pologne a adopté une loi sur les sanctions permettant de placer des entités russes sous administration obligatoire. En janvier 2023, la Tchéquie a également adopté une loi sur les sanctions, imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage à des individus non désignés par l'UE.

Australie : L'Australie a imposé des sanctions autonomes en réponse à la menace russe envers la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine depuis 2014, renforcées en 2015 et 2022. Ces sanctions incluent des restrictions à l'exportation et à l'importation, des limitations sur certaines activités commerciales, des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.

Canada : Les sanctions canadiennes, imposées en vertu de la Special Economic Measures Act, visent à répondre à la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie, ainsi qu'aux violations graves des droits de l'homme en Russie. Ces sanctions comprennent des gels d'avoirs, des restrictions sur certains secteurs, des contrôles à l'exportation et à l'importation, et des restrictions liées aux services.



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

Régimes de sanctions concernant les armes chimiques

L'Union Européenne :

- L'UE a adopté le [règlement \(UE\) 2018/1542](#) du Conseil et la [décision \(PESC\) 2018/1544](#) du Conseil en octobre 2018 pour établir un nouveau régime de sanctions visant à lutter contre l'utilisation et la prolifération des armes chimiques. Suivi d'une [Décision \(PESC\) 2023/1344](#) du Conseil du 26 juin 2023 à l'appui du renforcement de l'efficacité opérationnelle de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).
- Le 14 octobre 2024, l'UE a prolongé ses sanctions contre les armes chimiques pour un an, ciblant un total de 25 individus et 3 entités. Ces mesures sont mises en œuvre via le [Conseil de Régulation de l'UE 2022/1936](#), qui modifie l'Annexe I du [Régime de Sanctions de l'UE 2018/1542](#).

Le Royaume-Uni :

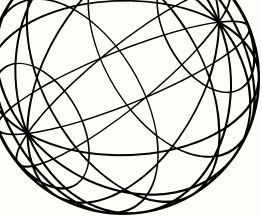
- Le [Règlement sur les Armes Chimiques \(Sanctions\) \(Sortie de l'UE\) de 2019](#) est entré pleinement en vigueur le 31 décembre 2020.

Ce régime vise à décourager la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques et encourage la mise en œuvre efficace de la Convention sur les armes chimiques.

Les sanctions incluent le gel des avoirs et l'interdiction de voyager pour les personnes et entités responsables de, ou fournissant un soutien financier, technique ou matériel à, des activités liées aux armes chimiques. Cela comprend la fabrication, l'acquisition, la possession, le développement, le transport, le stockage ou le transfert d'armes chimiques, leur utilisation, ou la participation à des préparatifs pour leur utilisation.

Contrôle des exportations

1. [Export Control & Export permits in Canada](#)
2. [Export Control Order 2008 : Réglemente l'exportation de biens militaires et à double usage depuis le Royaume-Uni.](#)
3. [Exporter des marchandises du Royaume-Uni : le guide étape par étape](#)
4. [Swiss Export Control Overview](#)
5. [Règlement \(UE\) 2021/821](#) : Réglementation de l'Union européenne relative au contrôle des exportations de biens à double usage.
6. [Directive "Dual-Use" de l'UE](#) : Réglemente les exportations de biens à double usage au sein de l'Union européenne. & [Rapport sur l'approche de l'UE](#) concernant les biens à double usage.
7. [International Traffic in Arms Regulations \(ITAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle l'exportation de matériel de défense et de services connexes.
8. [Export Administration Regulations \(EAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle les exportations de biens et technologies à double usage (civil et militaire).
9. [Commerce Control List](#) : Les produits américains contrôlés au titre des Export Administration Regulations (EAR) sont listés dans la Commerce Control List (CCL).
10. [Fiche du SGDSN sur les règlements à l'export des États-Unis.](#)
11. [The Foreign Trade and Payments Act \(Außenwirtschaftsgesetz - AWG\)](#) & le [Foreign Trade and Payments Ordinance \(Außenwirtschaftsverordnung - AWW\)](#) : Réglementent le commerce extérieur, y compris les exportations de biens militaires et à double usage, depuis l'Allemagne.
12. [Arrangement de Wassenaar](#) : Régime multilatéral qui promeut la transparence et la responsabilité dans le transfert d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage.
13. [Groupe d'Australie](#) : Initiative multilatérale qui vise à empêcher la prolifération des armes chimiques et biologiques en contrôlant l'exportation de substances et technologies associées.
14. [Missile Technology Control Regime \(MTCR\)](#) : Partenariat international qui vise à prévenir la prolifération de systèmes de missiles capables de livrer des armes de destruction massive.
15. [Traité sur le commerce des armes \(TCA\)](#) : Accord international qui régit le commerce international des armes classiques.
16. [A Resource Guide to the U.S. Foreign Corrupt Practices Act](#) : Loi américaine sur la prévention de la corruption dans les activités commerciales internationales.



MAI 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

La lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme

- [Les 40 Recommandations du GAFI.](#)
- [Guidance on Correspondent Banking du GAFI.](#)
- [Guide méthodologique de l'ACPR sur le processus LCB FT.](#)
- [Directive sur les services de paiement \(DSP2\) dans l'UE.](#)
- [6^{ème} directive contre le blanchiment d'argent, Directive \(UE\) 2024/1640.](#)
- [Convention Internationale pour la Répression du Financement du Terrorisme.](#)
- [Lignes Directrices du GAFI sur l'Évaluation des Risques de Financement de la Prolifération.](#)
- [Les lignes directrices conjointes.](#)
- [L'État de la menace LCB - FT. Rapport de Tracfin 2023.](#)
- [AFA : Evaluation des tiers au regard des risques de corruption.](#)
- [Règlement \(UE\) 2019/1148 du Parlement européen \(commercialisation de précurseurs d'explosifs\).](#)
- [Lignes directrices conjointes de la Direction Générale du Trésor et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sur la mise en œuvre des mesures de gel des avoirs.](#)

Evasion fiscale

- [Consultation publique afin d'évaluer la directive \(UE\) 2016/1164 telle que modifiée par la directive \(UE\) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 relative à la lutte contre l'évasion fiscale \(ci-après la « directive ATAD »\).](#)
- [FATCA](#)
- [Directive \(UE\) 2018/822 du Conseil \(DAC6\).](#)
- [Liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.](#)

Crypto-actifs

- [Règlement MiCA \(UE\) 2023/1114 sur les marchés de crypto-actif \(applicable à partir du 30 décembre 2024\).](#)

Personnes Politiquement Exposées

- [Facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption du GAFI.](#)
- [Convention des Nations Unies Contre La Corruption.](#)
- [ACPR : publication sur les PEP.](#)
- [Mise en œuvre de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.](#)

OUTILS COMPLÉMENTAIRES

- [Liste SDN de l'OFAC.](#)
- [Trouver des cibles de sanctions et des personnes d'intérêt avec OpenSanctions.](#)
- [Registre national des gels de la DGT.](#)
- [Page sur les sanctions économiques internationales de la DGT.](#)
- [Carte interactive des mesures de restrictions commerciales des douanes.](#)
- [Carte interactive pour suivre en direct la situation des conflits dans le monde.](#)
- [Tutoriel vidéo de l'OFAC sur l'Utilisation de l'outil de recherche des listes de sanctions.](#)
- [Une base de données détaillée sur les conflits et les manifestations de violence politique dans le monde - Armed Conflict Location & Event Data Project \(ACLED\).](#)
- [Targeted human rights and anti-corruption sanctions resources de l'ONG Human Rights First.](#)



COLINE FORTUNA [in](#) & **ADRIEN TOUZET** [in](#)

Rédacteurs de cette veille pour le **Club Droit de l'AEGE**.

Étudiants à l'École de Guerre Économique en MBA SIJ (Stratégie et Intelligence Juridique) & MBA RSIC (Risques Sureté Internationale et Cybersécurité).